

# Enbata

GFAM Lurra  
30 ans

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE  
BASQUE  
27 janvier 2011  
n° 2163  
1,30 €

Nikolas Blain

## La Collectivité territoriale de Batera

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



# Un pas de clerc

**E**TA vient d'accomplir un pas vers la paix mais n'est-ce pas un pas de clerc? Son communiqué du 10 janvier n'est pas en effet, celui longtemps attendu par le camp basque, signifiant la fin de la lutte armée. Il est posé comme une nouvelle balise dans la résolution du conflit. Il n'est pas celui de la rupture unilatérale demandée par l'ensemble des organisations de la gauche abertzale le 25 septembre 2010 à Gernika, ni même celui de la déclaration de Bruxelles du 29 mars 2010 signée des prix Nobel. Le communiqué d'ETA se situe, une fois encore, comme une étape d'un processus dont il entend demeurer un des acteurs. La trêve proposée n'est pas l'arrêt définitif de ses actions mais un acte, certes positif, qui appelle des gestes réciproques des gouvernements espagnol et français. ETA continue de se placer dans le cadre d'une négociation entre belligérants comme par le passé. Cette trêve est le contraire de la démarche unilatérale demandée à ETA par les abertzale et les médiateurs de Bruxelles. Cette exigence peut certes paraître cruelle à une organisation dont les sacrifices humains ont parsemé 50 ans de lutte, mais elle est aujourd'hui partagée par ceux qui portent, par le combat politique, la même finalité que la sienne et dont Arnaldo Otegi est la figure emblématique.

Ceux-là savent que l'Espagne, par nature opposée à la souveraineté basque, trouve dans les spasmes sans fin de la clandestinité le prétexte idéal au refus de légaliser Batasuna lui permettant d'être une composante du jeu électoral en mai prochain. Et ce, avec le soutien de l'opinion publique espagnole

confortée par la Cour européenne. Certes, rien ne garantit que, le prétexte levé, la légalisation politique et électorale de Batasuna viendra automatiquement de surcroît. Mais chacun sait qu'il faut lever le préalable de la lutte armée et le retrait programmé d'ETA pour forcer favorablement la conjoncture. Rater le rendez-vous électoral de mai prochain c'est reporter de plusieurs années la normalisation de la vie publique d'Euskal Herria. L'enjeu est d'importance. Pour surmonter ce blocage, la gauche abertzale doit cesser de vivre sous la tutelle de fait d'ETA. En Irlande, c'est le Sinn Fain qui a conduit le processus de paix et en a assumé la mise en œuvre dans le primat du politique sur le militaire de l'IRA. Nos histoires sont certes différentes mais le précédent irlandais nous a maintes fois servi de modèle. Arnaldo Otegi s'est déjà fortement démarqué, par le biais de la presse internationale, de la lutte armée allant jusqu'à prévenir qu'il était prêt à condamner un nouvel attentat. Dans la mesure où la dernière trêve d'ETA ne parvient pas à créer les conditions d'une réintégration de Batasuna dans la légalité, ne peut-il pas reprendre l'initiative d'un dialogue public avec le pouvoir espagnol? Pourquoi ne pas engager son courant dans un pacte démocratique libre de tout lien avec les clandestins? Il est des conjonctures où la volonté de certains hommes bouscule le destin de leur cause et par là celui de leur peuple. Il reste peu de temps pour briser l'absurde enfermement du mouvement basque. L'abertzalisme ne peut continuer à vivre entre deux communiqués irréels d'ETA faisant fi de ses attentes.

# Plutokrazia

**“M**UNDUA eta jendearen gain eragina ukaiteko, haien ibilmoldearen ulertzea baitezpadakoa da” dio Hervé Kempf, *Le Monde*-eko kazetariak *“L'oligarchie ça suffit: vive la démocratie!”* bere azken liburuaren aurkezpenaren egiteko unean.

Duela zonbait egun irratiko uhinetan emanikako elkarriketan argi uzten zuen demokrazia dela popularen gobernu, popularentzat! Eta diktadura bat pertsona baten poderea.

Azken 30 urte hauetan, Euskal Herriaren kasuan beti zaila da bi definizio horien artean baten hautatzea. Alabainan, Euskal Herria bi estatuen artean zatitua da, eta bere eremu batzutan ez du bere lurraldea kudeatzeko den mendreko instituziorik.

Jakina da nazio arte mailan frantses bai eta espagnol estatuak, zuzenbide-estatuak bezala kontsideratuak direla. Bi estatu horietan herritar bakotzak behar du zuzenbidea errespetatu, norbanakotik poder publikoetara. Baina «*Estatu arrazoinak*» direla medio aintz kasutan izan dadin EHLGren auzian, Aurore Martin-en euro-aginduarenan, Egunkariaren eta Udalbiltzaren auzietan, euskal presoan sakabanaketa politikaren kasuan, etab. gehiegikeriak plaza publikoan argi eta garbi gelditu dira. Ondorioz, bi estatuak dikatdurak direla erraitea, laster bide moduan bada ere, zaila da eta jendarteari esplikatzeko oraino gehiago. Baina

aitortu behar da demokrazia amestuak direla erraitea... ez dela errex ere!

Kempf kazetariak beste jendarte antolakuntza molde baten aurkezpena egiten digu... berdin bi estatu horien errealitateari hobeki lotua. Antolakuntza mota hori oligarkia batena dela erraiten ahal da. Hots burujabetza pertsona multxo ttipi batek edo klase mugatu eta abantailatu batek duen erregimen politikoarena.

Europa mendebaldean argi da azken 30 urteetan aberatsenen eta pobreenen arteko ezberdintasunak haunditu direla. Eta tarte edo arroila hori haundituz doan ber heinean ikusten da ere erabaki kolektiboan hartzeko eskubidean, hots bizi politikoan, parte hartzea desorekatzen ari dela klase aberats baten alde. Nolazbait, plutokraziari edo aberatsenen gobernuari ohituz hasia gira... Telesailak, bere telesail eta iragarkiekin bai eta bere kontsumo eta garapen material ereduarekin azken 30/40 urteetan untsa garatu duen indibidualismoaren kulturarekin eta kultura politika ezarekin untsasko saihestu dituelarik jendarte solidarioaren abantaila eta alternatibak.

Baina bai iparraldean joan den udazkenean izan diren erretreten erreformaren aurkako mobilizazio haundiek, eta, bai urtarrilaren 27an Hego Euskal Herrian gehiengo sindikalak deitzen duen greba orokor egunak erakusten dute, jendartea plutokrazia borrokatzeko prest dela demokrazia parte hartzailea aldarrikatuz eta pratikan emanez!



CETTE SEMAINE  
**TARTARO**  
S'EST ÉTONNÉ

# A propos de RFF et SNCF

Une synthèse lue dans l'Usine Nouvelle de la semaine dernière... et des commentaires peut-être critiquables?

## ● Pantxo Bimboire

**P**OUR la SNCF, le chiffre d'affaire annuel est de 30.7 milliards d'euros, mais son endettement se monte à 8.6 milliards d'euros. En ce qui concerne RFF (Réseau ferré de France), le chiffre d'affaire est de 3.3 milliards d'euros (redevance qu'il perçoit de la SNCF) mais son endettement est de 29 milliards d'euros...

La scission entre les deux organismes, il y a une dizaine d'années, avait été réalisée pour que la SNCF «*parte d'un bon pied*» en se débarrassant de ses dettes, mais ce modèle de gestion n'a pas tenu les espérances initiales, car les montants consolidés (RFF + SNCF) de ces dettes ont augmenté dans la période.

**Au-delà des chiffres globaux, la nécessité de renouveler le matériel roulant**  
L'explication donnée par les responsables sur l'incident du 26 décembre du Strasbourg/Port Bou (24h de trajet incluant 15h de retard), a mis en relief ce dysfonctionnement important.

Le matériel roulant est en mauvais état: RFF impute 70% des retards au matériel de la SNCF et à son organisation (plus modérés, la Fédération des usagers et les syndicats évoquent un retard sur deux). Il est estimé un besoin en investissement sur le matériel roulant de 20 milliards d'euros. Les premières lignes TGV mises en service en 1981 devraient être renouvelées à partir de 2014. Ce renouvellement est repoussé à cause du contexte de l'endettement actuel. Dans les trains Corail, la situation est plus dramatique, ces trains sont «*à bout de course*». En ce qui concerne les TER, les régions (c'est leur compétence) devront investir une dizaine de milliards.

**Mais, il faut aussi rajeunir l'infrastructure (30.000 km dont 50% à rénover, 46.000 ponts dont 60% sont centenaires, 2.250 postes d'aiguillage à remplacer d'ici 2030)**

Des rails qui cassent, des ponts qui ne supportent plus les charges, des signalisations qui tombent en panne, mais aussi, des passages à niveau dangereux, etc.

Le centre d'aiguillage de la gare de Lyon date des années 1930. Une partie des caténaires datent de la période 1920-1950. Le nombre de kilomètres sur lesquels on doit rouler moins vite a doublé en cinq ans (1.700 km actuellement).

C'est le domaine de la RFF et son objectif est un plan d'investissement sur l'infrastructure de 2 milliards de travaux par an. Il serait ici trop long de détailler les besoins (se reporter au n°3221 de l'Usine Nouvelle, fort bien documenté), mais, de l'avis de nombreux spécialistes, c'est plus du double (soit 4 milliards par an) qu'il faudrait investir pendant au moins 10 ans.

La question est de combien RFF augmentera le péage à la SNCF pour investir ces milliards annuels et résorber sa dette actuelle. Et la question de la



question est de combien la SNCF augmentera les billets pour transférer ce surcoût, investir dans le matériel roulant et rembourser sa dette (la sienne).

## Il faut enfin revoir l'organisation

Ce n'est pas à nous qu'il faut évoquer les difficultés des organisations tentaculaires et centralisées... Plusieurs «*dinosaures*» pourraient ici servir d'exemple dans l'hexagone.

Le secrétaire Unsa-Transports évoque «*une balkanisation du système ferroviaire*» avec trop de décideurs et trop d'acteurs: RFF, les diverses branches de la SNCF, autorités de contrôle: «*on ne peut plus utiliser une loco du fret pour venir en aide à un Corail en panne...*». Les cloisonnements entre statuts des cheminots «*grande ligne*», «*frêt*», «*TER*» sont aussi mis en exergue. Bref vive les macro organisations!

## Et la nouvelle ligne dans tout ça!

L'article n'évoque pas le sujet, car, ce n'était pas son objet... Mais il paraît relativement clair, au moins pour certains, que le projet pharaonique de la 2<sup>ème</sup> ligne LGV, survient dans un contexte très délicat pour les sociétés RFF et SNCF en difficultés d'endettement, de gestion, d'organisation et devant faire, même si la nouvelle ligne n'est pas créée, des investissements de pérennité, très importants.

Dés lors, on comprend mieux, que le «*banquier*» de l'opération soit la société concessionnaire Veolia qui avancera l'argent, contre un pont d'or (les péages pendant cinquante années). C'est un rôle de «*méga-banquier*» que seule une société de ce type peut assurer.

RFF ne toucherait les péages qu'après «*amortissement*» de Veolia. Cette opération ne facilitera donc pas la rentabilité de RFF, et, «*au bout du bout*» les seuls garants «*solvables, au sens financier du terme*» de ce montage risquent fort d'être les contribuables de l'Etat, des régions et des conseils généraux. Vus les endettements, ce n'est ni RFF, ni la SNCF que nous pouvons qualifier de responsables ou de solvables (si j'ai bien compris...).

●●● et réjouit que le président Hu Jintao, reçu par Obama, ait reconnu que «*beaucoup restait à faire dans son pays pour les droits de l'homme*». Application immédiate: la presse chinoise n'en a rien dit.

●●● que le Facebook de Sarkozy ait été piraté par un quidam outrecuidant annonçant au monde en haleine que Nicolas ne se représentait pas en 2012. 3.500 internautes se sont glissés dans les 15 minutes de ce subterfuge. Dès qu'un vrai bonheur se présente on s'y précipite.

●●● du manque de conviction de Sarkozy dans sa retenue et sa non-ingérence avec la Tunisie du dictateur Ben Ali. Son demi mea-culpa lors de sa conférence de presse n'a convaincu personne. A parler d'un des 40 voleurs, Ali en est resté Baba.

●●● pas tant que ça que le talent reconnu du dessinateur Plantu, à la une du Monde, ait également affublé de populisme Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. Scandale dans le Landernau. Il n'y a que la vérité qui blesse.

●●● alors que pour justifier la candidature de son ami Gouffrant aux cantonales à Bayonne contre son alliée Monique Larran-Lange, Jean Grenet se fonde sur le jeu subtil d'un billard à trois bandes découlant d'un récent sondage d'opinion dont personne ne veut assumer la paternité. Plus fort que Vauban pour défendre son pré-carré bayonnais.

●●● et réjouit qu'un essai anglais des Wasps marqué à la dernière minute contre le Stade toulousain permette au BO, déjà qualifié, de recevoir le quart de finale européen à Anoeta, et ainsi assurer le club biarrot de 500.000 euros de bénéf. Voilà un bon rebond du ballon ovale de Serge.



# Une Collectivité territoriale adaptée à la conjoncture

Batera remet sur le métier la revendication de l'institution propre à Iparralde. Dans le cadre du calendrier fixé l'an dernier, la "Commission moteur" vient de soumettre au débat l'avancée de sa réflexion. Jeune conseiller municipal de Macaye, membre d'AB, étudiant en licence d'Etudes basques, Nikolas Blain, son rapporteur, en restitue pour Enbata les grandes lignes.

**E** NBATA: Une assemblée de Batera, samedi 8 janvier à Hasparren, a validé le projet d'institution propre à Iparralde. Le large débat a révélé un consensus sur le travail que le groupe moteur a élaboré ces derniers mois. En tant que rapporteur peux-tu expliquer ce qu'est ce projet?

**Nikolas Blain:** Ce projet n'a rien de définitif, Batera n'impose pas une solution "clé en main". L'assemblée générale du 17 avril 2010 avait donné au groupe moteur la responsabilité d'impulser le débat de la Collectivité territoriale au sein de la société d'Iparralde, notamment auprès des élus. Après avoir rencontré l'ensemble des conseillers généraux du Pays Basque Nord, le Biltzar des communes ainsi que les Conseils des élus et de développement nous nous sommes rendu compte que la question n'avancait pas comme nous l'avions imaginé. C'est pourquoi nous avons voulu commencer à dessiner les contours de la future Collectivité territoriale Pays Basque. Ce projet en est donc à une première étape, toutes les questions

n'ont pas été tranchées pour le moment, c'est d'ailleurs à ça que nous devons nous atteler dans les prochains mois en faisant participer toutes les forces d'Iparralde. Pour l'instant nous avons privilégié le cadre institutionnel plutôt que de nous atteler aux compétences et fiscalité. L'assemblée générale de Batera devra décider de la suite à donner pour le deuxième semestre 2011 et 2012. Avant cela, notre rôle sera de faire vivre cette revendication au sein de la campagne des cantonales. De plus, des juristes travailleront autour de ce projet.

**Enb.:** Depuis la révolution française, jusqu'à nos jours, la création d'un département Pays Basque a répondu à notre aspiration institutionnelle. Que propose aujourd'hui Batera?

**N. B.:** Quand nous parlions du département les citoyens visualisaient bien ce que nous demandions. L'année 2010 aura été celle de la transition vers la revendication d'une collectivité territoriale spécifique. Cette demande correspond bien plus à la situation que nous connaissons sur ce territoire mais nous étions alors conscients qu'un travail de sociabilisation serait nécessaire.

Une Collectivité territoriale spécifique c'est d'abord une assemblée élue au suffrage universel direct. Dans le cas d'Iparralde, prenant en compte la population et le nombre d'électrices et électeurs il nous semble que le nombre de 41 conseiller(e)s du Pays Basque serait un bon compromis entre une représentation efficace et la rationalisation des dépenses publiques. Nous proposons un scrutin de liste à la proportionnelle et à deux tours, au niveau d'une circonscription électorale unique. Afin d'assurer la représentation des trois provinces historiques, il peut être envisagé un fléchage des candidat(e)s. Autrement dit, les listes candidates devront s'assurer de comporter 41 noms ainsi répartis: 9 issus de la Soule, 9 de la Basse-Navarre et 9 personnes issues du Labourd; pour les 14 places restantes libre choix est laissé au parti qui présente sa liste de les répartir comme il le souhaite.

L'assemblée est organisée en commissions permanentes pour gérer les affaires de la

**"Et si Iparralde reste l'orphelin de la nouvelle loi sur les collectivités locales, cette dernière permet aussi d'entrouvrir une brèche. Ceux qui étaient satisfaits avec le "Pays" sont obligés de reconnaître aujourd'hui le vide juridique devant lequel on se trouve."**

collectivité.

Ensuite il faut mettre en place un pouvoir exécutif. Deux possibilités existent et ne sont pas encore tranchées. Soit un conseil exécutif de 8 membres, séparé du pouvoir législatif qui applique les décisions de l'assemblée soit un pouvoir exécutif qui fait partie intégrante de l'assemblée territoriale.



Le but majeur de la Collectivité territoriale est d'organiser et gérer le territoire en créant un guichet unique permettant de contractualiser avec les partenaires. Ainsi les relations avec les autres institutions sont à travailler. Au niveau du territoire une coordination territoriale impliquera les présidents de communautés de communes. Ceci a pour but de coordonner l'action politique afin d'assurer une cohésion globale. Par ailleurs, les relations avec la région Aquitaine et l'Europe sont à étudier. Pour le chapitre des compétences, nous partirons des besoins et enjeux du territoire pour étudier lesquelles sont nécessaires. Nous avons déjà fixé une limite: les compétences devront être au moins celles du département actuel.

**Enb.:** Le mouvement abertzale a porté ces dernières décennies, comme voie de passage vers la souveraineté basque des revendications institutionnelles éclatées. Le projet Batera, qui a le mérite d'entraîner une partie de la société basque, peut-il rassembler les abertzale?

**N. B.:** La force de Batera est de réunir les abertzale mais bien au-delà également. Au travers



Nikolas Blain

TXETX ETCHEVERRY

## L'heure du crépuscule

Distinguer dans le panorama actuel les signes annonciateurs d'un monde nouveau en train de voir le jour



ETA su-eten «orokor», «iraunkor» eta «egiaztagarri»-aren adierazpena egiten.

Le dernier communiqué de cessez-le-feu d'ETA, dont Enbata a finement analysé l'ambivalence la semaine dernière, est le reflet d'une situation somme toute fréquente dans l'Histoire des sociétés, des mouvements et des luttes populaires: la co-existence dans une période donnée d'un monde qui n'en finit pas de mourir aux côtés d'un monde qui n'en finit pas de naître, et elle est source de contradictions, de conflits d'intérêts, de complexités et de difficultés d'interprétation...

### ETA : sincérité ou pas ?

On pourra ainsi épiloguer sans discontinuité sur l'importance réelle, le sens profond de cette déclaration de cessez-le-feu d'ETA.

Est-ce une concession que l'organisation armée, acculée par sa propre situation militaire et par les pressions politiques exercées par sa base politico-sociale his-

torique, est obligée de faire à contre-cœur, comme une parenthèse qui ne demanderait qu'à se rouvrir quand les circonstances organisationnelles et politiques le permettraient ?

Est-ce le premier pas volontaire, dans un processus irréversible, dont on a limité le contenu pour ne pas griller toutes ses cartouches d'un coup, ou parce qu'on ne tourne pas une telle page de 50 ans -



*"Jendarteen historian, usu gertatzen da ber garaian, ezin desagertuz ari den mundu bat eta ezin sortuz ari den mundu bat elgarrekin bizitzea."*

forte, douloureuse et structurante- d'un revers de la manche : il faut soigner les formes, ménager les esprits, faire passer la pilule petit à petit....?

Dans le dernier cas, nous verrons sans doute un second communiqué plus complet venir préciser la portée réelle de ce cessez-le-feu.

Dans le premier, nous allons traverser un long tunnel d'ambiguïtés et de faux-semblants, dans lequel il sera souvent difficile de démêler le vrai du faux, la réalité de la chose espérée.

Chacun a en ce moment sa petite idée personnelle, son intuition profonde quand à savoir dans lequel de ces deux scénarios Euskal Herria se retrouve aujourd'hui.

Et nous pourrions discuter avec passion et moult arguments pour essayer de déterminer qui est dans le vrai. →



**Txetx Etcheverry**

Mais à mes yeux, là n'est pas la tâche importante : en effet, quelques soient les intentions réelles de l'organisation ETA, l'Histoire a trop souvent montré que ce ne sont pas forcément les intentions des uns et des autres qui conditionnent le résultat en bout de course, mais plutôt le propre effet de la dynamique créée par tel ou tel événement, annonce, processus, la propre dialectique ainsi enclenchée.

Essayons donc de fuir un moment le débat sur la sincérité ou non du cessez-le-feu d'ETA pour s'attacher à distinguer ce qui dans cette affaire appartient au vieux monde qui n'en finit pas de mourir, et ce qui s'apparente au nouveau qui n'en finit pas de naître.

### **Distinguer les séquelles du passé...**

Bien sûr, trop de choses se raccrochent encore à ce vieux monde agonisant : en premier lieu la politique de Paris et de Madrid toute entière bâtie sur la rente facile de «*la résistance démocratique et courageuse au fléau du terrorisme*» et la poursuite de la dérive liberticide qui en découle.

L'attitude d'ETA voulant encore influencer le futur processus politique et toutes les conséquences prévisibles du délicat exercice du maintien d'une organisation militante dans la clandestinité en font et en feront également partie.

On peut également ranger dans le même tiroir le rapport que la gauche abertzale officielle entretient encore trop souvent

avec ses concurrences ou ses dissidences politiques : la dureté des attaques, cette haine que l'on ressent si fort et ce registre de l'intimidation ou de la chasse aux sorcières, aux traîtres, la manipulation des faits et des propositions... A tout cela rajoutons l'instrumentalisation des plateformes, ou des appels à l'unité à des fins hégémoniques, partisans voire électoralistes.

Tout cela saute aux yeux chaque jour dans les rues d'Euskal Herria, les colonnes de la presse abertzale et les stratégies et tactiques de chaque mouvement et sous-mouvement... Mais en fin de compte, c'est l'ordre naturel des choses car la réalité d'aujourd'hui ne peut qu'être le reflet des lignes et stratégies du passé.



*"ENAMk du orain bere estrategia osoki definitzen eta molde itzulezinean erabaki du Euskal Herria eta Estatu españolaren arteko gatazka armatuaren orri historikoa itzultzea"*

Il faut du temps pour que de nouvelles lignes stratégiques, pour que de nouvelles conditions matérielles, produisent de nouvelles cultures politiques, de nouveaux réflexes tactiques ou organisationnels.

### **...des nouveautés porteuses d'espoir**

Je préfère donc essayer de distinguer dans le panorama actuel du Pays Basque, dans le débat abertzale du moment, les signes annonciateurs, les prémisses du monde nouveau en train de voir le jour.

Le fait le plus important dans cette longue chronique d'un cessez-le-feu annoncé est le rôle qu'ont semblé y avoir joué Gara, Batasuna et LAB (et sans doute d'autres acteurs moins visibles) :

il apparaît tout d'abord que ce sont eux qui ont défini la nouvelle ligne stratégique (alors que l'Histoire du MLNV était construite sur le concept de direction stratégique détenue par l'avant-garde politico-militaire) et l'ont imposé malgré des résistances organisées, en s'appuyant sur le débat, et sur l'avis réel des bases dans ce débat.

De la rupture du processus de Loiola à ce fameux article signé par trois éditorialistes de Gara, du processus Zutik Euskal Herria à la Déclaration d'Iruña, on a pu suivre le lent cheminement, ressemblant parfois à un bras de fer interne, qui est allé chaque fois plus loin et de manière plus déterminée.

On ressent bien le refus de toute marche arrière de la part de la gauche abertzale -officielle- civile, quelque soit ce que pourrait dire -ou faire- ETA.

Il y a là deux faits nouveaux d'une importance considérable, qui viennent radicalement changer la donne du combat abertzale : la composante civile du MLNV est désormais celle qui définit entièrement sa stratégie. Et elle a décidé de manière irréversible de tourner la page historique de la confrontation armée entre Euskal Herria et l'Etat espagnol.

Quelque soit ce qu'a réellement décidé ETA de son côté, et ce qu'il pourra donc dire ou faire dans les temps à venir, l'essentiel n'est pas là, mais dans cette nouvelle disposition fondamentale de la gauche abertzale officielle.

L'attitude d'ETA, tout comme celle de Paris et de Madrid, pourra conditionner en partie le développement de l'énorme potentiel contenu dans ce fait nouveau là. Mais en partie seulement, et pas sur l'essentiel : le nouveau monde continuera de naître, à un rythme plus ou moins rapide, mais avec une nécessité chaque fois plus évidente.

**Txetx Etcheverry**  
([txetx@wanadoo.fr](mailto:txetx@wanadoo.fr))



Déclaration d'Altsasua en novembre 2009 où la gauche abertzale s'engage en faveur d'un processus démocratique et pacifique

## Pettoak

Lucien Etxezaharreta

Ez da oraikoa gue zanpatzaile eta buruzagi traketsetz irri egitea maite dela.

Behatzen bada literaturaren historia-ri badirudi irri egitea izan zela betiko xedea.

Euskal Herriko tobera edo molde berdineko ikusgarriak aspaldikoak dira eta gure auzo haundi nahiaren historiari behatuz, Erdi Aroko fartsak lehen mailakoak dira, eta "l'arroseur arrosé" horrek beti irri eginarazi du.

Egia da gaizo Gaston zakurrak Lot et Garonneko herri xume batean jasan duena erdi irringarria dela.

Diot hori gaizo zakurrak bizia galdu baitu polizi antiterrorista trebe ausarten eraso bortitzean.

Poliziaren fagoretan azpimarra deza-gun hala ere indize ttipi ttipi batzuen gatik direla, historian zehar, afera handienak trenkatu eta gaixtagin batzu ere harrapatu.

Sherlock Holmes bera horren adierazle dugu.

Bai, bainan bada beldurra hor ere euskaldunen omenak beste kolpe txar bat ukan duela.

Gero, ministroen pettoetaz irri egitea zilegi da, normalki, demokrazia batean.

Pena ematen zuen gaizo Alliot-Marie kanpoko aferetako ministroak, ustez eta onezia erakusten zuela, ohartu delarik hain demokrata zen Ben Ali goretsiz eta esku kolpe bat ofreituz diktadore bati laguntza eskaintzen ziola!

Trufatzeak ez du merezi, halako demokraziaren errespetatzailearen pena ageri zen funtsean egin berri dituen deklarapenetan.

Nola bere burua euskaldun bezala jartzen duen, bere Donibane Lohizuneko sustrai finak azalduz, bada beldurra hor ere euskaldunen omenak beste kolpe txar bat ukan duela.

□



Assemblée Générale du 6<sup>e</sup> anniversaire d'EHLG

### A QUOI RESSEMBLERA DEMAIN ?

Nul ne sait le visage que prendra exactement ce monde nouveau à la naissance duquel nous assistons en ce moment mais on peut en avoir une idée en regardant un autre accouchement, survenu bien plus tôt, et ce qu'il a donné.

Car pendant ces dix dernières années, il s'est passé des choses en Pays Basque Nord qui servent déjà de référence et d'exemple pour beaucoup d'abertzale du Sud, dans leurs réflexions et débats sur la stratégie qu'il faudra mettre en place à l'avenir en Euskal Herria.

La bataille pour la reconnaissance institutionnelle du Pays Basque Nord et ses différentes phases (lutte pour une Chambre d'Agriculture du Pays Basque, campagne Département Pays Basque, naissance d'Udalbiltza dans la période Lizarra-Garazi, incessantes batailles pour la co-officialisation de l'euskara, travail pour une Université de plein exercice, naissance de la plateforme Batera, campagne de signatures pour un référendum sur la question du département Pays Basque, organisation des consultations populaires sur la question institutionnelle...) a entre autres choses accouché d'un modèle nouveau, Euskal Herriko Laborantza Ganbara.

Alliant d'une part un travail concret pour améliorer les conditions de vie et de travail de nos concitoyens, pour préserver et renforcer un certain nombre de fondements au niveau de l'aménagement du territoire, de l'identité et de la culture d'Iparralde, du type de relations sociales et des modes de production, et d'autre part une exigence de reconnaissance institutionnelle et politique, une demande de justice sociale et de respect des grands équilibres écologiques, Laborantza Ganbara a entre-

pris, en toute modestie mais avec une détermination sans faille, un chemin original.

Elle a rencontré la répression sur ce chemin, jusqu'à une farouche volonté de l'Etat de l'interdire, de la faire disparaître purement et simplement.

Mais elle n'a jamais dévié de son chemin, et l'a suivi avec chaque fois plus de monde autour d'elle, avec chaque fois une partie plus large et plus diverse de la société basque à ses côtés.

Elle a abattu un énorme travail auprès du monde paysan, et également auprès du reste de la société.

Elle a désamorcé les attaques les plus importantes à son encontre.

Aujourd'hui, il lui reste encore un chemin énorme à parcourir.

Mais une chose est sûre : la satisfaction et la sérénité qui se lisait sur chaque visage lors de son sixième anniversaire, ce samedi 15 janvier à Ainhice-Mongelos montrait à quel point cette voie-là est la bonne, et cet exemple-là peut être utile à tout ce qui naît aujourd'hui en Pays Basque et qui préfigure notre monde de demain.

**Txetx Etcheverry**  
([txetx@wanadoo.fr](mailto:txetx@wanadoo.fr))



# Peut-on être écolo sans être végétarien ?

## L'impact de la consommation de viande sur notre empreinte écologique

**L'élevage détourne des ressources nécessaires à l'alimentation humaine**  
33% des terres cultivables de la planète sont utilisées à produire l'alimentation des animaux d'élevage ; 26% de la surface des terres émergées non couvertes par les glaces est employée pour le pâturage.

Au total, ce sont 70% des terres à usage agricole qui, directement ou indirectement, sont consacrées à l'élevage.

35,5% du volume des céréales produites dans le monde sert à nourrir les animaux d'élevage.

La production mondiale de soja, en expansion très rapide, est principalement destinée à l'alimentation animale.

Tant les céréales que le soja sont des denrées hautement nutritives, directement consommables par les humains.

Les affecter à la l'alimentation animale constitue un détour de production particulièrement inefficace.

### L'élevage : un gaspillage

Le tableau ci-dessous, établi par WWF, compare les surfaces nécessaires pour produire un kilo de différents types d'aliments :

### Surfaces de sol nécessaires pour la production d'un kilo de :

Boeuf, y compris le fourrage	323 m <sup>2</sup>
Boeuf de pâturage	269 m <sup>2</sup>
Poisson	207 m <sup>2</sup>
Cochon	55 m <sup>2</sup>
Poulet d'engraissement	53 m <sup>2</sup>
Œuf	44 m <sup>2</sup>
Riz / Pâtes	17 m <sup>2</sup>
Pain	16 m <sup>2</sup>
Légumes / Pommes de terre	6 m <sup>2</sup>

Source : WWF Suisse

Visuel [www.L214.com](http://www.L214.com)

Un rapport de la FAO de 1992 indiquait que les animaux sont de piètres convertisseurs d'énergie en alimentation humaine : si on les nourrit avec des céréales, ils ingèrent en moyenne 7 kcal pour en restituer une sous forme de viande (3 kcal pour les poulets, 16 kcal pour les bovins).

Le président du GIEC, Rajendra Pachaury, illustre d'une autre façon cette inefficacité : il faut 7 à 10 kg de végétaux pour faire 1 kg de viande boeuf, 4 à 5,5 kg pour 1 kg de viande de porc.

Changer son alimentation (s'abstenir de manger de la viande une fois par semaine, par exemple) est un choix individuel efficace pour réduire son empreinte écologique.



Pour en apprendre plus sur le sujet

## L'Agenda de la Fondation

### L'HISTOIRE DU PAYS BASQUE :



Session du samedi 22 janvier

**Samedi 29 janvier 2011**

10h00 : «1789 aintzineko Euskal Herria / Aro modernoa» avec **Peio Etcheverry** (conférence en euskara)

14h30 : «1789 ondoko Euskal Herria / Aro garaikidea» avec **Peio Etcheverry-Aintchart** (conférence en euskara)

Ces 2 conférences seront au siège de **Laborantza Ganbara à Ainhice Monjelos**

**Samedi 5 février 2011**

10h00 : «De la préhistoire au Moyen Age» avec **Philippe Mayté**

14h30 : «Le Royaume de Navarre» avec **Antton Curutcharry**

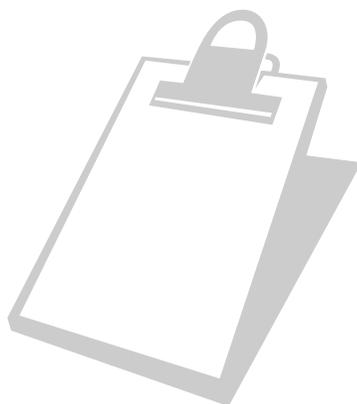
**Samedi 12 février 2011**

10h00 : «Le Pays Basque avant 1789 / Epoque moderne» avec **Peio Etcheverry**

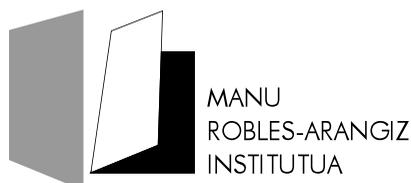
14h30 : «Le Pays Basque après 1789 / Epoque contemporaine» avec **Peio Etcheverry-Aintchart**

Ces 4 conférences seront à la **Fondation Manu Robles Arangiz (20 rue des Cordeliers – Bayonne)**.

Infos : [www.arhpb.org](http://www.arhpb.org)



**Alda!ren bloga :**  
[www.mrafundazioa-alda.org](http://www.mrafundazioa-alda.org)



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua  
20, Cordeliers karrika  
64100 BAIONA  
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23  
[www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)

Zuzendaria  
Dani Gomez  
Ipar Euskal Herriko arduraduna  
Txetx Etcheverry  
Alda!ren koordinatzailea  
Xabier Harlouchet



des quatre revendications — co-officialisation de l'euskara, université, chambre d'agriculture et institution — chacun œuvre en faveur de la construction du Pays Basque Nord. Au sein même de Batera, certains défendent la collectivité territoriale en tant que but ultime d'un long processus revendicatif alors que d'autres y voient une étape intermédiaire mais réaliste dans un cheminement qui, selon eux, doit mener plus loin. Toujours est-il que l'intérêt est de faire ensemble le bout de chemin commun et que chacun y apporte ses propres réflexions. L'expérience du Pays Pays Basque a démontré que nous savons travailler ensemble dans l'intérêt du territoire. Ceci prouve notre maturité pour accéder à une Collectivité territoriale Pays Basque qui nous permettrait de prendre notre destin en main.

**Enb.:** La revendication du département Pays Basque a mobilisé une majorité de maires à l'occasion de deux votes, a été inscrite au programme d'un Président de la République, a reçu l'adhésion populaire par le biais d'instituts de sondage et de manifestations de masse et 35.000 voix de



**la consultation citoyenne de Batera. Alors que la réforme des collectivités territoriales vient de laisser le Pays Basque sur le bord du chemin, la conjoncture française peut-elle accepter le nouveau projet en préparation?**

**N. B.:** La réforme territoriale a mis fin au maigre dispositif qui existait et qui court actuellement jusqu'en 2013 à savoir le Conseil des élus et Conseil de développement. Qu'aurons-nous après? Rien n'est prévu. Et si d'un côté l'parralde reste l'orphelin de la nouvelle loi, cette dernière permet aussi d'entrouvrir une brèche. En effet, ceux qui étaient satisfaits avec le Pays sont obligés de reconnaître aujourd'hui le vide juridique devant lequel on se trouve. Ainsi, on voit intervenir dans le débat des élus locaux qui s'inquiètent et s'interrogent. De plus, l'existence même de cette loi montre que nous pouvons obtenir ce que nous revendiquons. Car ce projet n'a rien d'irréaliste, il répond simplement à une réalité locale. Comment peut-on encore la renier alors que l'on accorde à des territoires comme l'Alsace une réorganisation institutionnelle en cohésion avec la réalité culturelle?

## Les contours du projet

**L** E document qui est en cours de rédaction comportera plusieurs parties. Voici, en quelque sorte, l'armature du projet.

### Chapitre 1: Le cadre

- L'assemblée du Pays Basque:
  - Une assemblée territoriale de 41 membres élu(e)s au suffrage universel direct, au scrutin de liste à deux tours et avec répartition des sièges à la proportionnelle.
  - Les listes candidates comportent des candidat(e)s fléché(e)s par province.
  - L'assemblée est organisée en commission pour traiter les affaires de la collectivité.

### ● Le pouvoir exécutif:

- Le conseil exécutif de 8 membres est élu par l'assemblée lors de sa première séance.
- Il correspond à un «gouvernement local» qui met en œuvre les décisions de l'assemblée.
- Soit le conseil exécutif est séparé de l'assemblée (comme en Corse par exemple), soit il en fait partie (comme dans les Conseils généraux).

### ● Le Conseil Economique Social et Culturel

- Il correspond au Conseil de Développement actuel.
- Il permet l'implication de la société civile dans la collectivité territoriale.

### ● Relations intra-territoriales

- Une «coordination territoriale» permet de réunir les présidents de communautés de communes afin de gérer ensemble des problématiques communes.

### ● Relations extra-territoriales:

- Il faudra définir les relations avec la région Aquitaine pour ce qui est des compétences qui seront communes.
- Le lien avec l'Etat est assuré par le représentant de l'Etat, en poste sur le territoire ainsi que par les députés et sénateurs.
- Les relations avec l'Europe se feront par le biais des députés européens comme aujourd'hui.

### Chapitre 2: Les compétences

- Ce point est à travailler dans les prochains mois.
- Les compétences seront au moins celles du département actuel.

### Chapitre 3: La fiscalité

- Chapitre non-étudié à ce jour car directement lié aux compétences.

Enfin, pour compléter ce projet, il faudra définir le statut de ces nouveaux élus. A noter que ce projet nécessite la rédaction et le vote d'une loi pour voir le jour. Il est toutefois important de rappeler que cette dernière s'inscrit dans le cadre de la Constitution.

## EH bai en campagne

**L** A plate-forme électorale Euskal Herria Bai a rendu public ses candidats aux Cantonales des 20 et 27 mars prochains dans huit des dix cantons renouvelables, à savoir:

- **Tardets:** Gilen Iriart (remplaçante: Aurore Martin).
- **Bayonne-est:** Maïte Etcheverry (remplaçant: Jean-Michel Harrostequy).
- **Bayonne-nord:** Pierre Nouqueret (remplaçante: Janine Foix).
- **Bayonne-ouest:** Peio Menta (remplaçante: Stéphanie Marriacia).

te: Stéphanie Marriacia).

- **Labastide-Clairence:** Xebax Cristy (remplaçante: Martine Salla).
  - **Saint-Jean-Pied-de-Port:** Dominique Bacho (remplaçante: Maider Larrieu).
  - **Hasparren:** Juliette Bergouignan (remplaçant: Philippe Saint-Esteben);
  - **Iholdy-Ostibarre:** Daniel Olçomendi (remplaçante: Anne Pagola).
- Pour les cantons d'Anglet-nord et Biarritz-ouest les discussions se poursuivent avec les groupes abertzale locaux.



Présentation des candidats EH Bai dans 8 cantons d'Iparralde



# Du pain sur la planche

*La campagne de souscription lancée par le GFAM Lurra pour acquérir 10 hectares de terre à Aroue afin d'installer Mathieu Mendizabal, paysan boulanger, suit son cours. Elle s'achèvera le 28 février. Le GFAM doit recueillir 650 parts à 63€. Plusieurs animations sont prévues au cours de l'hiver pour nourrir la campagne de collecte. La Fête de la terre en Amikuze clôturera la campagne le mois prochain. Nous publions cette semaine l'interview de Marie-Claire Leurgorry, paysanne de Lakarri et responsable du GFAM Lurra. Elle résume l'action menée par le GFAM en 30 années d'existence.*

**L** A dernière campagne du GFAM fut très dure (affaire Kako). A-t-elle laissé des traces ou bien provoqué des inquiétudes à l'heure de décider une nouvelle opération? Marie-Claire Leurgorry: Oui, effectivement, la dernière campagne a été particulièrement dure (bien que les précédentes n'étaient pas non plus très faciles si on pense à celle de Lohitzun par exemple) mais il était tellement légitime de défendre le projet de Fred et Jasmine à Kako que les porteurs de parts n'ont pas hésité à montrer leur solidarité et on a bouclé la campagne de 2.500 parts sociales sans aucun problème. Pourtant jusque là, la plus grosse campagne menée correspondait à 1.200 parts pour deux installations. Après, si Kako a laissé des traces... c'est certain! Aucun d'entre nous n'a oublié les manipulations dont la FDSEA s'est rendu pleinement responsable dans cette affai-

re. Les conséquences qui en ont suivi, les interpellations, les gardes à vue, les condamnations nous ont tous marqués et particulièrement ceux qui les ont subies. D'ailleurs fin novembre, Jean-Michel Aizager, l'un des paysans interpellés dans cette affaire, doit encore passer en jugement pour refus de prélèvement d'ADN. Nous lui apportons tout notre soutien.

### **Aujourd'hui Fred et Jasmine sont installés. Et bientôt Mathieu...**

**M-C. L.:** Aujourd'hui Fred et Jasmine (et maintenant Xana) sont à Kako, fermiers du GFAM pour les terres, de Bizitegia pour la maison, grâce à l'énorme solidarité qui est née autour d'eux et c'est ce qu'on veut retenir de «l'affaire Kako». S'agissant de cette nouvelle campagne, aucune inquiétude de la part du comité de gérance quand Mathieu est venu présenter son projet. Bien au contraire, c'est lui qui aurait pu être inquiet par la politisation qui est faite autour des projets que soutient le GFAM et ça n'a visiblement pas été le cas.

### **Le travail du GFAM est-il rendu plus difficile aujourd'hui qu'il y a 30 ans?**

**M-C. L.:** Pour clore les deux premières campagnes du GFAM (au début des années 80), les fermiers avaient du eux-mêmes acheter quelques centaines de parts sociales. Aujourd'hui, grâce à la forte participation des porteurs de parts et bien que la démarche de prendre des parts sociales soit militante et solidaire, on arrive à clore les campagnes sans faire participer les fermiers eux-mêmes. Ça c'est très encourageant. Par contre les prix pratiqués atteignent parfois de tels sommets qu'ils rendent inaccessibles l'acquisition d'une ferme à quiconque souhaite s'installer même avec le soutien du GFAM. Il ne faut pas oublier que si le GFAM achète la terre, le fermier, lui, doit acheter le bâti ce qui devient quasiment impossible

**“Les prix pratiqués atteignent parfois de tels sommets qu'ils rendent inaccessibles l'acquisition d'une ferme à quiconque souhaite s'installer même avec le soutien du GFAM. Il ne faut pas oublier que si le GFAM achète la terre, le fermier, lui, doit acheter le bâti.”**

avec la spéculation immobilière que l'on connaît aujourd'hui.

### **Faut-il des outils plus adaptés à la place ou à côté du GFAM?**

**M-C. L.:** En 30 ans, grâce à la solidarité de 2.500 porteurs de parts, le GFAM a permis l'acquisition des terres de 13 fermes. En tout, ce sont plus de 20 emplois paysans qui ont été créés ou confortés. Ce sont autant de terres qui ne seront plus soumises à la spéculation. Mais le problème de l'habitat, lui, reste entier qu'il s'agisse des opérations passées (sauf Kako dont l'habitation reste entre les mains de l'association Bizitegia) ou futures. La gestion de l'habitat fait donc partie de nos premières préoccupations.

D'autre part, dans les années à venir, de nombreuses terres vont se libérer, changer de destination, des fermes disparaître. Si le GFAM peut contribuer au soutien de l'installation particulièrement des Hors cadres familiaux, il ne pourra jamais acquérir toutes les fermes qui se trouvent en vente. Nos moyens financiers sont bien trop limités. Il est plus urgent que jamais que nous réfléchissions au moyen de continuer à acquérir le foncier collectivement pour que la terre demeure un bien collectif mis à la disposition des fermiers qui s'y succéderont et contribuer ainsi à maintenir un milieu paysan au Pays Basque.

### **Des idées pour cela?**

**M-C. L.:** Nous ne pouvons mener, seuls, ce travail. Les débats ont déjà débuté en Assemblée générale. Nous sommes actuellement en contact avec Terre de Liens qui travaille dans le même sens dans plusieurs régions françaises. Les outils adaptés à créer à côté du GFAM n'existent peut-être pas encore mais collectivement comme on l'a toujours fait, on devrait y arriver... Tous ceux qui souhaitent y réfléchir avec nous seront les bienvenus.

Interview parue dans *Laborari* n°914.

Les souscripteurs doivent adresser leur chèque avec nom, adresse et mail à GFAM Lurra, 32 rue de la Bidouze 64120 Saint-Palais.



Marie-Claire Leurgorry



# La révolution ovine

*L'élevage ovin lait est une production majeure pour le Pays Basque intérieur. Pendant de longues années Arño Cachenaute, paysan à Labastide, a œuvré pour la structuration de cette filière. Enbata lui a demandé de retracer l'histoire de 40 années d'action militante qui ont permis aux producteurs basques de lait de brebis de vivre mieux de leur production. En voici la première partie.*

**D**EPUIS 1972 jusqu'en 2007 j'ai été, avec d'autres, très impliqué dans la construction de cette filière. Nous sommes passés d'une économie laitière ovine dépendante de décisions prises en Aveyron, à l'organisation d'une filière spécifique pour le Pays Basque et les trois vallées du Béarn (Aspe, Ossau, Barétous).

Aujourd'hui 85% des éleveurs ovins lait du département se situent en Pays Basque. L'élevage ovin lait concerne en moyenne 50% des exploitations, et la quasi totalité de celles des communes de montagne de Garazi et Baigorri. Il y a actuellement 1.600 producteurs qui livrent aux 10 laiteries et 300 producteurs fermiers dans le département.

Aujourd'hui grâce aux règles des AOC, maintenant AOP (Appellations origine protégée), la totalité du lait produit est transformé et affiné localement, ce qui n'est pas le cas des autres filières non AOP. C'est quand même impactant en terme d'emplois induits et de bilan carbone transport.

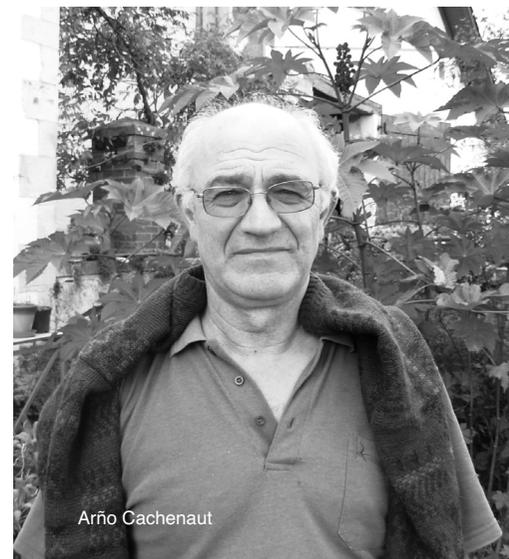
## Les événements les plus marquants

On pourrait partager ces 35-40 ans en 4 décennies. La première va de 1970 à 1980. Ce fut la décennie où plusieurs groupes de personnes, sans forcément avoir travaillé ensemble, ont été animés d'une volonté de prendre les choses en main et de construire. Cela sur le plan syndical, technique et économique. Jusque dans les années 73-75 ces trois domaines dépendaient des décisions prises en Aveyron et cautionnées par les

notables syndicaux locaux de l'époque. C'était la période où tout le lait produit en Pays Basque était collecté par les industriels de Roquefort, transformé localement et expédié en Aveyron à 8 jours. L'ancêtre de l'Ossau Iraty, l'ardi gasna, était fabriqué en montagne l'été, et à la ferme en fin de saison pour la consommation familiale. En 1972, une première crise de surproduction avait eu lieu, se traduisant par l'arrêt de la collecte un mois avant la date habituelle, et surtout le non-paiement du premier centime pour le lait livré durant les 4 mois précédents. C'est à ce moment-là qu'à quelques uns, issus d'Eskualdun Gazteria, de Jean Pitrau de Tardets, nous avons essayé de savoir pourquoi les choses étaient ainsi. Nous constatons que le développement de la production en Aveyron était engagé depuis les années 1960-1965, que le lait du Pays Basque et de la Corse (les deux autres zones productrices de lait de brebis) servait de complément à la production aveyronnaise.

Du fait du développement rapide de la production en Aveyron l'équilibre entre le marché du Roquefort et la production était rompu depuis 1970. Il y avait donc excédent, ce fut le déclencheur de la crise de 1972.

Nous nous sommes alors impliqués dans le syndicalisme ovin en demandant l'organisation d'élections syndicales et en nous présentant dans un maximum de communes comme délégués locaux, pour élire le délégué cantonal lequel devenait administrateur du syndicat. C'est ainsi qu'en 1973 cinq d'entre nous réussirent à devenir administrateurs, minoritaires



Arño Cachenaute

certes, mais cela nous a permis pendant trois ans de connaître les rouages du syndicat. Dans le même temps autour d'un groupe technique en Soule (CETA) émergeait l'idée de créer un centre de sélection pour les races locales, aujourd'hui Centre ovin d'Ordiape, créée avec une forte implication en termes d'animation de Frantxo Dascon, à l'époque professeur à Etcharry. Pour boucler la boucle, l'abbaye de Belloc qui avait un troupeau important se trouvant avec beaucoup de lait lors de l'arrêt de la collecte en 1972, commençait à transformer la production des deux mois qui restaient, toute la production l'année suivante et celle des voisins l'année d'après. C'est comme cela que fut créé le premier groupement de producteurs. Cela donnait des idées à d'autres, autour de Harrymbat, coopérative d'Irissarri aujourd'hui SARL Garazi, de SICA Esnea, aujourd'hui Berria Onetik, à Macaye et SCOP Agian à Hélette. En parallèle, autour de Michel Arancet en Soule et Esturonne en vallée d'Ossau, l'idée d'intéresser un autre industriel laitier lait de vache pour une collecte de lait de brebis trouvait sa concrétisation: il s'agissait de Chaumes. Tout cela a été enclenché en l'espace de trois à quatre ans. (A suivre)

## preso

● **Encore des arrestations.** La trêve d'ETA ne désarme pas les Espagnols. La garde civile a procédé dès l'aube du 18 janvier à l'arrestation en Navarre et Alava de onze personnes, militantes au sein de structures interdites: Ekin, considéré comme partie d'ETA, Segi, parti de jeunes abertzale, Askatasuna, comité autour des preso, légal en France. Après une longue garde à vue au secret, dix d'entre-elles ont comparu les 21 et 22 à Madrid devant le juge anti-terroriste. Les six finalement incarcérés ont dénoncé des tortures.

De ce côté-ci de la frontière, deux nouveaux MAE ont été signifiés à deux réfugiés de Bayonne: Igor Uriarte et Alaia Zaldivar. Ils ont été laissés en liberté en attendant leur comparution le 25 janvier à Pau devant la Cham-

bre de l'instruction de la Cour d'appel. On connaîtra alors le sort réservé à Gesalaga.

● **Aurore Martin se présente.** De sa cachette, où elle se trouve depuis le 16 décembre, jour où la Cour de cassation a confirmé son extradition sur MAE espagnol, Aurore Martin s'exprime. Après son apparition le 12 janvier à la télé, grâce à une interview de *France Télévisions*, c'est le journal *Sud Ouest* du 22 janvier qui publie une interview avec photos de la militante Batasuna recherchée par la police. Dans les deux cas, elle se déclare prête à se livrer un jour prochain à la police, et envisage son incarcération en Espagne. Elle confirme sa candidature aux Cantonales de mars en tant que suppléante de Gilen Iriart dans le canton de

Tardets. Comme le souligne *Sud Ouest*, ce serait une "première" dans l'histoire des élections: soumise à cette procédure nouvelle, elle est parfaitement en droit de se présenter.

● **Udalbiltza non condamné.** Bonne surprise le 20 janvier en provenance de l'Audiencia nacional de Madrid. Les vingt élus d'Udalbiltza, poursuivis pour association de malfaiteurs en liaison avec ETA, ont été acquittés. Certains avaient fait de la prison. C'était le cas de l'hazpandar Xarlo Etxezaharreta, dont le nom n'apparaît pas dans le jugement, parce que non convoqué à Madrid. A retenir dans le jugement: "*Udalbiltza est un projet nationaliste, pas terroriste*". Sa décision est-elle définitive?



# Une Collectivité territoriale Pays Basque, c'est quoi ?

● Jakes Bortayrou

**L**A question est devenue incontournable à plus d'un titre. L'organisation de la consultation citoyenne par Batera en mars dernier, la participation de dizaines de milliers de personnes ainsi que les résultats ont fortement crédibilisé cette revendication au sein de la population comme auprès de la classe politique du Pays Basque Nord. C'est le constat qu'ont pu faire les représentants de Batera qui ont rencontré les Conseillers généraux du Pays Basque entre mai et novembre. C'est ce qu'a exprimé l'Assemblée générale du Biltzar des communes le 16 octobre en affirmant «*la nécessité de la création d'une collectivité territoriale Pays Basque disposant de compétences et d'un budget propre*».

Tout ceci sur fond d'une réforme des Collectivités territoriales très controversée en général et perçue ici comme une menace sur les quelques dispositifs de «*gouvernance territoriale*» et de contractualisation financière mis en place à partir de 92 avec la démarche Pays Basque 2010. Alors que «*le gouvernement lance la grande fusion de l'Alsace*» selon *Le Figaro* du 15 janvier, ou que «*d'autres projets, comme la fusion des deux départements savoyards, celle des deux régions normandes ou le rattachement de la Loire-Atlantique et de Nantes à la Bretagne, pourraient à nouveau être mis sur le devant de la scène*», pour le Pays Basque, aucune évolution institutionnelle n'est prévue. Les amendements por-

tés lors du débat parlementaire pour faire accéder le Pays Basque Nord à la case «*Pôle métropolitain*» n'ont pas été retenus. Certains comme Barthélémy Aguerre avancent leurs pions pour contrer toute reconnaissance institutionnelle du territoire basque en cherchant à renforcer des liens avec le Béarn, d'autres s'arc-boutent sur le statu quo en répétant à satiété que tout ira pour le mieux et d'autres enfin, tel le Conseil des élus dans sa délibération du 15 novembre, donnent la priorité à l'élaboration de mécanos institutionnels, syndicats mixtes ou autres, avec les piètres opportunités réglementaires existantes.

Pourtant pour beaucoup, même s'ils ne le reconnaissent qu'en privé, une Collectivité territoriale Pays Basque reste la solution la plus logique et la plus évidente pour répondre aux besoins concrets et actuels des habitant(e)s du Pays Basque Nord comme au défi que devra relever ce territoire dans l'avenir. Avancer dans la définition de cette Collectivité territoriale spécifique devient alors un enjeu majeur. Pour crédibiliser cette option, pour renforcer les prochaines mobilisations populaires toujours nécessaires et pour avancer vers sa réalisation. Si le triptyque: assemblée élue, compétences octroyées par la loi et budget propre est commun à toutes les Collectivités territoriales dans l'Etat français, si la Collectivité de Corse est un exemple concret à étudier de près, on ne peut faire l'économie d'un large débat public sur au moins



**Avancer dans la définition de cette Collectivité territoriale spécifique devient alors un enjeu majeur.**

trois axes. La structure: combien de membres dans l'Assemblée, quelle(s) circonscription(s) et mode d'élection, quelle représentation des provinces historiques, quel exécutif, etc.? Les compétences et le financement, bien évidemment, en sachant, comme le soulignent les Corses, qu'il s'agit d'un processus évolutif et que l'auto-gouvernement n'est pas quelque chose d'inné mais doit s'apprendre et se consolider avant de s'étendre plus largement. Enfin les rapports avec les structures «*infra*» comme les communautés de communes et la communauté d'agglomération BAB qui devront accepter que des dossiers soient gérés à l'échelle Pays Basque Nord, de même que les autres collectivités existantes: s'il paraît évident que la Collectivité Pays Basque remplacera sur son territoire la structure départementale actuelle, quid des relations avec la Région, du partage des compétences, de la représentation du Pays Basque au Conseil régional?

Il faut amorcer le débat sans attendre, commencer à visualiser ce que pourrait être la Collectivité territoriale Pays Basque, comment elle pourrait fonctionner et dégager sur des points clés les différentes alternatives possibles. Quel meilleur moment que la campagne des cantonales?

Notre couverture: Nikolas Blain, rapporteur de la "commission moteur" chargée par Batera de concevoir l'institution spécifique Pays Basque.

## Sur votre agenda

**Urtarrila:**

- **Judi 27, 21h, AINIZE** (Laborantza Ganbara). Conférence "*Marées vertes et élevage industriels: le cas de la Bretagne*" animée par Gilles Huet et Thomas Thierry. Entrée libre.
- **Vendredi 28, 20h30, AINIZE** (Laborantza Ganbara). AG constitutive

du CLEJ (Comité local d'Epargne) par Euskaldun Gazteria.

- **Dimanche 30, 17h, DONIBANE GARAZI** (cinéma Le Vauban). Spectacle "*La balle rouge*" de la Compagnie du Chat Pitre (Orléans) et de la Compagnie de la Conque (Tours), proposé par la Scène du Pays Basque Nafarroa.

● **Euskaldun Gazteria** est une association gérée et animée par des jeunes au Pays Basque intérieur. Son objectif est que les jeunes mettent en place des projets collectivement afin de leur permettre de devenir acteur de leur territoire. Elle met en place un Comité Local d'Epargne pour les Jeunes (CLEJ) en Basse Navarre. Le principe du CLEJ est de rassembler des personnes cotisant 180€, afin d'aider sous forme de prêts à taux 0 des jeunes voulant créer, reprendre ou développer une entreprise. Les personnes ayant prêté au CLEJ récupèrent ensuite leur argent. Le CLEJ va être officiellement créé par le biais de l'assemblée générale constitutive le vendredi 28 janvier à 20h30 à Euskal Herriko Laborantza Ganbara à Ainhice Mongelos.

Euskaldun Gazteria Contact: Patxi Oillarburu: 05 59 37 10 26.

## Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**  
Une collectivité territoriale adaptée à la conjoncture ..... 4 et 9  
Du pain sur la planche ..... 10
- **CAHIER N°2 «ALDA»** ..... quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

**Abonnement d'un an:** 60€

**Responsable de la publication:** Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr